

Communiqué



Alliance de la Fonction publique du Canada | Représentant 160 000 travailleurs et travailleuses

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 12 juillet 2007

La vente d'immeubles fédéraux : une mauvaise affaire pour les contribuables

MONTRÉAL – Les manifestations contre les projets du gouvernement conservateur de vendre des immeubles fédéraux se poursuivent à Montréal. Les membres de l'AFPC se rassembleront le 12 juillet, entre 11 h 30 et 13 h, au 305, boulevard René-Lévesque Ouest, pour protester contre la vente de cet immeuble.

Patty Ducharme, vice-présidente exécutive nationale de l'AFPC, Jérôme Turcq, vice-président exécutif régional pour le Québec, Betty Bannon, présidente du Syndicat des employé-e-s de l'Impôt ainsi que la député de Terrebonne-Blainville et la critique en matière de travaux publics et services gouvernementaux pour le Bloc Québécois, madame Diane Bourgeois seront présents à la manifestation. Pierre W. Landry, président du Conseil régional de Montréal de l'AFPC prendra la parole dans le cadre de cet événement.

Le 305, boulevard René-Lévesque Ouest est l'un des neuf immeubles fédéraux que le gouvernement propose de vendre pour les louer par la suite pendant 25 ans. Le gouvernement entend vendre d'autres immeubles situés à Vancouver, Edmonton, Calgary, Toronto et Ottawa. L'AFPC sert l'avertissement suivant : la vente de ces immeubles est une mauvaise affaire pour les contribuables qui seront contraints de payer 2 \$ de frais de location pour chaque dollar que rapporterait la vente. « Les Conservateurs sont disposés à échanger un gain à court terme contre un fardeau fiscal à long terme, souligne le président national de l'AFPC, John Gordon. Le loyer pour la durée du bail des immeubles atteindra le double de leur prix de vente. »

Étant donné les piètres perspectives qu'offre ce projet de vente, il n'est pas étonnant que toute la transaction soit entourée de mystère. Tous les documents sont confidentiels. Le prix demandé est un secret bien gardé. L'identité de la troisième partie invitée à se prononcer sur l'équité de la vente n'a pas été révélée. Bien des questions demeurent sans réponse, entre autres, pourquoi les banquiers ayant recommandé la vente agissent-ils en tant qu'agents immobiliers du gouvernement?

Ce manque de transparence a incité le Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires de la Chambre des communes à demander au gouvernement de décréter un moratoire sur la vente des immeubles en question jusqu'à ce que le Comité reçoive les études d'impact et l'information pertinentes.

« Les Conservateurs continuent d'insulter les Canadiennes et les Canadiens et d'utiliser à mauvais escient le processus du comité parlementaire en refusant de donner l'heure juste sur la vente de ces immeubles et la location qui suivra, déclare le président national de l'AFPC. Ils refusent d'entendre quiconque remet leur plan en question. »

L'AFPC exige plus qu'un moratoire. « Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mauvaise affaire pour la population canadienne et nous pressons le gouvernement conservateur de stopper cette vente une fois pour toutes, poursuit John Gordon. Les Canadiennes et les Canadiens ne seront pas bien servis par cette vente. Il est plus sensé sur le plan économique de demeurer propriétaire et de préserver et protéger les fonds publics. »

- 30 -

Renseignements : Pierre W. Landry,
président du Conseil régional de Montréal
514-576-3906